La justice française exige que l’algorithme de X soit analysé par le chercheur d’extrême-gauche David Chavalarias, meneur de la campagne HelloquitteX.

21/07/2025 à 13h02



Selon X, source directe, les autorités françaises ont ouvert une enquête pénale motivée par des considérations politiques à l’encontre de la plateforme, en lien avec une supposée manipulation de son algorithme et une extraction frauduleuse de données. Ces accusations, lancées notamment par le député **Éric Bothorel**, sont qualifiées par X de “totalement fausses”.

La justice française aurait exigé un accès à l’algorithme de recommandation de X ainsi qu’aux données en temps réel des publications, afin qu’elles soient analysées par des experts, dont **David Chavalarias**, meneur de la campagne “Escape X”, et **Maziyar Panahi**, tous deux présentés par X comme ouvertement hostiles à la plateforme.

X dénonce une **atteinte grave à la procédure équitable**, à la **vie privée des utilisateurs** et à la **liberté d’expression**. L’entreprise souligne aussi que les autorités françaises

auraient qualifié X de “bande organisée”, une désignation habituellement réservée aux réseaux criminels, permettant ainsi des mesures d’enquête intrusives telles que les écoutes téléphoniques sur les employés français.

La plateforme affirme **ignorer les détails précis des accusations**, mais estime que l’enquête constitue un **détournement du droit français à des fins politiques**. Elle a donc **refusé de coopérer** avec les demandes des autorités et se dit déterminée à **protéger ses utilisateurs** et à **résister à la censure**.

> *French authorities have launched a politically-motivated criminal investigation into X over the alleged manipulation of its algorithm and alleged “fraudulent data extraction.” X categorically denies these allegations.*
>
> *This investigation, instigated by French politician Eric…*
>
> *— Global Government Affairs (@GlobalAffairs) July 21, 2025*